

# LE RÉVEIL DU PEUPLE

JOURNAL DES INTÉRÊTS POPULAIRES, FONDÉ PAR UNE SOCIÉTÉ D'OUVRIERS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

BUREAUX : 90, RUE DE LA HARPE.

PARIS, 21 MARS.

Citoyens, Vive la République!

France, honneur et gloire!

Les uns disaient la France est le pays de l'inconstance : en France, vous avez vu cinq révolutions, parce que l'esprit de son peuple léger, volage ne permet pas qu'il s'assugétisse longtemps au même ordre de choses.

Ceux-là, sans doute, n'avaient pas lu que des rois avaient gouverné treize cents ans la France.

D'autres s'écriaient, et celui qui parla de la sorte était marquis, la France est usée par quatre révolutions, la France marche à sa ruine. Certes, nous avons droit de dire à l'histoire telle chose s'est passée, il en est sorti ce résultat, telle chose se passe, le résultat sera-t-il même? Mais c'est l'entendre bien mal qu'aller croire que les révolutions de Rome et de Byzance se puissent comparer aux nôtres. Dieu avait marqué de son doigt ces villes usées, leur empire était fixe, leur dernière heure avait sonné.

Notre dernière heure a sonné peut-être, parce que nous ne voulons plus de rois? parce que nous marchons à la tête du progrès! parce que c'est de nous que sort l'initiative? Citoyens, nous avons droit d'être fiers. Il fut un temps, à Rome, où l'on disait : tout citoyen est plus qu'un roi; mais ce n'était qu'un mot : ici bientôt ce sera un fait. On disait aussi, la liberté parcourra le monde, et son berceau c'est la France; on ne se trompait pas. Voyez la Hollande, voyez la Prusse; voyez l'Autriche!

Il y aura le 22 mars un mois, deux hommes se partageaient la politique et les destinées de l'Europe; tous deux étaient ministres, l'un d'un roi, fils de la barricade, il est vrai, mais qui honteux de sa mère la reniait, comptant bien reprendre le rang de ses aïeux parmi les vieux monarques, il se trompait; sa mère l'a chassé. L'autre gouvernait absolument sous un roi dont nul n'avait jamais troublé le despotisme; une sorte de char que Vienne était de longtemps habituée à vénérer, sans contester jamais ses droits absurdes. Ses droits étaient grands de fait. Il y avait six siècles que sa famille les avait posés et nul jusqu'à ce jour n'eût osé les combattre. Il ignorait peut-être que ces temps de respect à un homme de par le droit de sa naissance n'existent plus; les temps de dévouement ont fait place à ceux de justice. — Quelque soit ton père, le peuple ne craindra pas de te tuer, toi qui veux commander; qu'as-tu fait? où sont tes titres? Es-tu fils de ton œuvre? Quel que soit le nombre de vos aïeux, rois de l'Europe, un jour peut ne pas tarder où chacun de vous devra gagner la place dans le monde, comme le fils du plus simple artisan.

M. Guizot et M. de Meternich ont cédé la place au peuple qui fait voir qu'on pouvait bien, quoiqu'ils aient prétendu se passer de tous deux.

L'Autriche n'a pas été et ne pouvait pas aller si loin dans la voie ouverte par la France; le jour n'est pas venu pour elle encore de se constituer républicaine. Sans doute la réalisation de ce rêve qui sembla impossible à tant d'hommes d'ailleurs éminents ce rêve tant de fois traité de chimère, la République est la souveraine récompense, le dernier bien que le ciel accorde aux nations. La gloire, la grandeur ne nous manquait pas. Il faut que nous y joignons la réalisation de ce précepte divin pour lequel le premier grand bienfaiteur de l'humanité, le Christ, est mort, la fraternité, l'égalité.

Citoyens, nous avons tout fait pour rénover, pour reconstruire, la place est large le terrain libre, architectes à l'œuvre.

Pour nous, dont la part est moindre dans le travail commun. Nous qui n'y pouvons apporter que le concours individuel de notre force et de notre intelligence, puisque ce n'est pas dans nos mains que la direction de l'État repose, concourons chacun dans la mesure de nos forces. Voyez : les peuples généreux de l'Allemagne, ceux plus généreux de l'Italie sainte notre sœur, confiants dans notre avenir, n'attendent pas pour s'élancer sur nos traces que nous ayons marqué le but, ils ne remettent pas, incertaines et sans confiance, pour nous imiter à la fin de notre labeur.

Ne les trompons pas, que notre République soit telle qu'elle devienne aux autres un sujet d'envie, à nous de légitime orgueil; telle que le Russe lui-même secoue, pour lever la tête devant son maître, le froid de ses glaçons — fils de la France là est le rôle de votre mère — que l'artisan travaille, et songe à l'ordre, que le pauvre seul, et le vrai pauvre demande à la patrie son pain, sinon, il serait voleur; que celui qui croit voir le bien et peut tenir la plume le montre, ainsi nous aurons tous fait notre devoir, ainsi quand l'œuvre sera accomplie nous y aurons tous eu part, tous nous aurons travaillé à la chose publique, et quand un Français parcourant les pays étrangers s'arrêtera quelque part on verra chacun s'incliner avec admiration, et lui pourra se réjouir; son titre sera glorieux s'il l'a bien gagné.

## ACTES OFFICIELS.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Arrête :

Le citoyen Hippolyte Biesta est nommé sous-délégué du Gouvernement Provisoire près le comptoir de Paris.

Fait à Paris, le 20 mars 1848.

GARNIER-PAGES

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le gouvernement provisoire,

Vu les services rendus à l'État par le général Subervie dans sa longue carrière militaire et dans le ministère qu'il occupe depuis notre glorieuse révolution de février.

Décète :

Le général Subervie, ministre de la guerre, est nommé chancelier de la Légion-d'Honneur, en remplacement du maréchal Gérard.

Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de gouvernement, le 19 mars 1848.

Les Membres du gouvernement Provisoire,

Dupont (de l'Eure), Arago, Albert, Crémieux, Flocon, Garnier-Pagès, Lamartine, Louis Blanc, Marrast, Marie, Ledru-Rollin.

Le gouvernement provisoire décrète :

M. Arago, membre du gouvernement provisoire, ministre de la marine, président de la commission de défense nationale, est chargé par intérim des fonctions de ministre de la guerre.

Le président du conseil des ministres, membre du gouvernement provisoire est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de gouvernement, le 19 mars 1848.

Mairie de Paris. — Garde nationale.

Paris, 19 mars 1848.

Citoyen maire,

Vous avez vu dans le tableau joint au décret, en date d'hier, que l'effectif de la garde nationale de Paris s'élève en ce moment au chiffre de 190,211 hommes.

Il est facile de comprendre que les 56,000 dont se composaient antérieurement les douze légions soient aujourd'hui complètement insuffisants pour le service.

Vous devez donc faire concourir dès demain, à tour de rôle, et sous le principe d'une entière égalité, tous les citoyens inscrits sur les contrôles. Appelés ainsi à remplir les postes, ils auront une occasion naturelle de se connaître, de s'unir; et ce service indispensable à la ville de Paris, sera un nouveau moyen d'entretenir cette fraternité qui doit exister entre les membres de la même famille démocratique.

Mais, comme l'état des arsenaux et les besoins de l'armée ne permettraient pas, peut-être, d'armer immédiatement tous les citoyens inscrits, je vais prendre des mesures pour que trois cents fusils soient d'abord mis à la disposition de l'état-major de chaque légion. Tout garde national commandé et non armé recevra un fusil qui devra, après le service fait, être réintégré à l'état-major de la légion.

Je recommande l'exécution de cette mesure à toute votre sollicitude.

Agréez, citoyen maire, l'assurance de ma considération.

Le membre du gouvernement provisoire, maire de Paris,

ARMAND MARRAST.

Par arrêté du gouvernement provisoire de la République, en date du 17 mars 1848, ont été nommés :

Conseiller à la cour d'appel de Toulouse, M. Lartet, conseiller à la cour d'appel de Nîmes, en remplacement M. Moynier, décédé ;

Premier avocat général à la cour d'appel de Nancy, M. Renaul d'Ubexi (Marie-François-Joseph-Albert), bâtonnier de l'ordre des avocats, en remplacement de M. Poirel ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Confolens (Charente), M. Nassaud (Edouard), bâtonnier de l'ordre des avocats à Confolens ;

Substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Confolens (Charente), M. Rivaud (Pierre-Florestan), avocat à Angoulême ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Saint-Quentin (Aisne), M. Martin, juge au tribunal de première instance de Laon, en remplacement de M. Malhené ;

Juge au tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. Blanchevoye (Louis-Germain), avocat en ladite ville, en remplacement de M. Martin, appelé à d'autres fonctions ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Vervins (Aisne), M. Desmaze, juge-suppléant au tribunal de première instance de Laon, en remplacement de M. Lecointe.

Par arrêté du ministre provisoire au département de l'instruction publique et des cultes, en date du 19 mars 1848,

Une commission est chargée d'examiner les modifications qu'il convient d'apporter au costume actuel des élèves de l'école normale supérieure, de l'école nationale des chartes et des lycées ; d'indiquer l'uniforme que devront porter désormais les élèves de ces établissements, et de faire connaître son avis sur les exercices militaires qu'il y aurait lieu d'introduire dans les lycées de la République.

Sont nommés membres de ladite commission :

MM. Letronne, membre de l'institut, directeur de l'école nationale des chartes, président ;

Dubois, conseiller titulaire de l'université, directeur de l'école normale supérieure ;

David d'Angers, membre de l'institut ; Rinn, conseiller ordinaire de l'université, proviseur du lycée Descartes ;

Wartelles, capitaine d'artillerie, à l'école polytechnique ;

Serres, membre de l'institut, docteur en médecine ;

Clias, professeur de gymnastique ;

Marrast, sous-directeur au lycée Cornéille ;

Le Mansois-Duprey, rédacteur du Moniteur, universel, secrétaire.

#### COMMISSION DE GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Les délégués des ouvriers des diverses corporations, au nombre de plus de trois cents, sont réunis dans la salle des séances de l'ancienne pairie. A l'entrée de MM. Louis Blanc et Albert, les plus

vives acclamations s'élèvent de toutes parts. M. Louis Blanc monte au fauteuil ; les applaudissements l'empêchent pendant plusieurs minutes de prendre la parole. Le plus profond silence s'établit enfin.

M. Louis Blanc s'exprime ainsi avec une émotion profonde.

M. Louis Blanc. Mes chers amis, c'est à peine si l'accueil que vous me faites me permet de maîtriser mon émotion. Merci de vos acclamations ; elles nous sont un encouragement bien doux à persévérer dans le bien.

Nous aurons votre concours, n'est-ce pas ? (oui ! oui !). Nous fonderons la République. (Bravo ! bravo !)

Mes amis, élus du travail, représentants de ces puissantes corporations qui, dans l'immortelle journée d'avant-hier, ont donné à la capitale un si imposant spectacle, les membres du Gouvernement provisoire, mes chers collègues, et, à leur tête, notre vénérable président Dupont (de l'Eure), vont venir dans un instant au milieu de vous... (Vives acclamations.—Bravo ! bravo !) pour vous exprimer leur haute sympathie. C'est une situation admirable et toute nouvelle dans l'histoire, que ce fraternel échange de sentiments et pensées entre tous ceux qui composent la société et tous ceux qui sont appelés à l'honneur de la conduire.

Ecouter vos réclamations, connaître vos vœux, approfondir vos plaintes, ce n'est pas seulement le plus ferme de nos desirs, c'est de toutes les nécessités qui nous pressent la plus impérieuse. Car comment pourrions-nous travailler à votre bonheur, si nous ne possédions point par vous-mêmes le secret de vos espérances et de vos douleurs ? Faites-nous donc connaître vos vœux, mais faites-les toujours avec calme, avec modération ; avec ce calme qui, comme je le disais dernièrement, est la majesté de la force.

Et il importe, remarquez-le, que vous nous laissiez le droit de ne rien faire qu'avec sagesse, avec réflexion, avec maturité. Il importe, j'adresse ceci à vos cœurs, que vous nous laissiez le droit de vous résister, au besoin pour vous être utiles. (Oui ! oui !). Nous ne serions que de misérables charlatans si, trop dociles aux acclamations de la place publique, nous descendions jamais à sacrifier au désir d'être populaires, le devoir de servir le peuple selon la justice. (Applaudissements unanimes.)

Jusqu'ici, mes amis, le pouvoir a toujours été d'un côté, la nation toujours de l'autre ; et ces deux forces, au lieu de se pénétrer, au lieu de se comprendre, se sont toujours considérées comme ennemies.

Voilà pourquoi toujours jusqu'ici la société a vécu entre le pouvoir par l'oppression et la liberté par la révolte. Eh bien ! tout cela va être changé. Jusqu'ici les pouvoirs ont été la résistance ; nous, nous sommes le mouvement. Jusqu'ici les pouvoirs se sont défiés du peuple, parce qu'ils avaient l'insolence de se croire au-dessus de lui.

Nous, nous puisons toute notre force, toutes nos espérances, dans la confiance que le peuple nous donne, et dans celle que nous avons en lui, parce que nous sommes sûrs que notre cœur bat à l'unisson du sien. Oui, accord fraternel entre ceux qui composent la société et ceux qui, comme je le disais, sont appelés à l'honneur de la conduire : accord fraternel, permanent, indestructible, car il faut désormais que le pouvoir ne soit plus que ceci : une réunion de gens de bien, élus par leurs égaux, pour guider, en la réglant, la marche des hommes vers la liberté. (Acclamations prolongées. Vive Louis Blanc ! vive la République !)

M. Louis Blanc se retire pour aller au-devant des membres du Gouvernement provisoire.

Quelques instants après, le chef des huissiers annonce à haute voix les membres du Gouvernement provisoire.

Louis Blanc reparait donnant le bras au vénérable président du Gouvernement, M. Dupont (de l'Eure). La salle entière crie : Vive Dupont (de l'Eure) !

Tous les membres du Gouvernement provisoire sont introduits au milieu des plus vives acclamations de l'assemblée et des cris de : Vive la République ! vive le Gouvernement provisoire ! Jamais accueil plus sympathique, plus cordial, ne fut fait à un gouvernement. L'émotion est dans tous les cœurs.

M. ARAGO, membre du Gouvernement provisoire : Citoyens délégués, le Gouvernement provisoire a désiré vous voir réunis autour de lui, pour vous remercier du fond de son cœur de la magnifique, de l'imposante manifestation d'avant-hier. Vous avez montré au monde entier que nous avons résolu dans notre pays un problème qui semblait insoluble, que nous savons faire marcher de front l'ordre et la liberté.

Nous avons parcouru avec la plus vive satisfaction le tableau de l'effectif des gardes nationales. Ce tableau est la preuve parlante du zèle intelligent que vous avez mis à vous faire inscrire. Mais votre tâche n'est pas finie ; il vous reste encore un devoir à remplir : réunissez-vous, concertez-vous afin que les nominations soient l'expression de la volonté de tous, afin qu'elles n'amènent pas à la tête de la garde nationale des personnes qui seraient indignes de la commander, afin que ces nominations se fassent, pour tout dire en un seul mot, dans un sens véritablement républicain. (Bravo !)

UN DÉLÉGUÉ : C'est le vœu de tous les délégués.

M. ARAGO : Si quelques-uns de vos camarades ne sont pas encore inscrits, qu'ils se hâtent ; toutes les facilités leur seront offertes ; le gouvernement provisoire a désigné plusieurs de ses membres pour aller s'enquérir dans le sein même des municipalités, des difficultés qui pourraient s'y rencontrer et pour les briser à l'instant (applaudissements).

Citoyens, je le répète, concertez-vous, formez des comités déjà existants ; examinez le mérite ; la moralité, les principes de tous les candidats ; ne vous prononcez qu'en connaissance de cause.

Citoyens, afin d'arriver à un examen plus complet, à un concert moins superficiel, plus profond, vous avez désiré que les élections fussent ajournées. (Bravo ! bravo !)

Elles auront lieu le 5 avril. Il ne nous reste plus que ce vœu à émettre : faites vos élections avec votre cœur, en mettant de côté toutes influences étrangères, et la République sera satisfaite. Vive la République !

Le gouvernement provisoire se retire au milieu des acclamations répétées de : vive la République ! vive Arago ! vive Dupont (de l'Eure) ! vive Ledru-Rollin ! vive tout le gouvernement provisoire !

LOUIS BLANC rentre quelques instants après en séance, et s'exprime en ces termes :

« Mes amis, nous vous convoquerons très-prochainement pour agiter devant vous les grands problèmes qu'avec vous et pour vous nous avons décidé de résoudre. Aujourd'hui la séance devait se borner pour vous à un échange fraternel de sympathies et de sentiments avec les membres du gouvernement provisoire. Je viens donc vous annoncer que la séance est levée, en vous disant de nouveau du fond du cœur : merci ! (vives acclamations qui se prolongent longtemps après le départ de M. Louis Blanc).

Les délégués commencent à sortir de la salle. Mais M. Louis Blanc, reparaissant tout à coup, le visage rayonnant de joie, les arrête dans les escaliers par ces mots : « Mes amis ! remontez, j'ai une grande nouvelle à vous donner ! » Tout le monde s'élance aussitôt dans la salle.

M. LOUIS BLANC : Deux mots seulement (profond silence.)

La république, que nous avons proclamée, va triompher sur tous les points de l'Europe.

Je viens d'apprendre de mon honorable collègue, M. de Lamartine, ministre des affaires étrangères, qui vient d'en recevoir la nouvelle, que l'Autriche est en révolution. (Explosion d'applaudissements, cris de joie.)

L'Autriche est si bien en révolution que Metternich est en fuite. (Immensé enthousiasme.)

De toutes parts : Vive la république ! vive la république universelle !

Il importe en ce moment que des choses renouvelées soient signalées par des désignations différentes de celles qu'elles avaient précédemment. La garde nationale s'est agrandie et fortifiée de l'accession d'un nombre considérable de citoyens. Ce n'est plus la même institution. L'idée que l'on s'est habituée à attacher au mot *garde nationale*, n'est plus celle que l'on doit s'en faire ; il faut donc changer son titre. Désormais, elle doit s'appeler *garde civique*. Nous proposons ce changement dont tous ceux qui connaissent l'importance des signes et des mots comprendront la portée.

Nous engagerons volontiers nos confrères de la presse à éviter l'emploi des mots usés et compromis depuis longtemps, et qui pourraient donner une fausse idée de leur politique. Ce n'est pas sans peine que nous les voyons se servir d'expressions dont les anciens journaux conservateurs avaient de pures contre-vérités. Qui voudrait, en parlant de la régularisation de notre grand mouvement révolutionnaire, employer le mot *ordre*, qui a servi à désigner la conservation de cet ensemble de désordres et d'ignominies qui composaient le gouvernement de Louis-Philippe, si toutefois l'on peut appeler cela un gouvernement, ce que nous avons toujours nié. Qu'ils se souviennent de la célèbre devise : *L'ordre règne à Varsovie*, et qu'ils se demandent si ce mot, si souvent prostitué, peut servir à désigner l'état de choses que nous allons fonder, et si son emploi ne laisse pas dans les esprits d'involontaires défiances.

#### Correspondance des départements.

Dordogne, 17 mars. — A part quelques attroupements formés par les gens de la campagne, et qui n'ont eu aucune suite, grâce à l'énergie de la garde nationale et de la gendarmerie, le département jouit de la plus parfaite tranquillité.

Côtes-du-Nord, 16 mars. — La tranquillité continue à régner dans toute l'étendue du département. Toutefois une heureuse agitation se manifeste à la surface ; elle est provoquée par le voisinage des élections et par la réunion des comités électoraux.

Gironde, 17 mars. — Le comptoir d'escompte de la ville de Bordeaux doit être constitué aujourd'hui. Pour donner l'exemple, la banque a demandé l'autorisation de souscrire pour 100,000 f.

Corse. — Les commissaires écrivent, à la date du 15 mars : les autorités continuent à adresser leur adhésion à la République. Parmi celles qui nous sont parvenues, nous citerons celles de la cour d'appel de Bastia, du tribunal d'Ajaccio, etc.

On parle vaguement de la candidature de Napoléon Bonaparte, fils de Jérôme.

L'île est infestée de bandits, qui paralysent l'action de la force publique. Tant que l'on ne doublera par la gendarmerie et le corps des voltigeurs corses, on ne réussira pas à purger le département de ces malfaiteurs.

Pyrénées-Orientales, 14 mars. — Le bon ordre et le calme, menacés pendant quelques jours, renaissent dans toute l'étendue du département. Jamais révolution politique n'a eu, comme celle-ci, d'aussi vives sympathies. Les adhésions des fonctionnaires arrivent de toutes parts. Tous les hommes qui semblaient le soutien du pouvoir déchu maudissent hautement les actes de démesure qui l'ont perdu.

Basses-Pyrénées, 16 mars. — La révolution avait d'abord effrayé beaucoup de personnes. Le com-

missaire du Gouvernement a rassuré la population et lui a fait comprendre que le Gouvernement Républicain était désormais le seul possible en France ; notre salut à tous exigeait que nous lui donnassions un concours loyal. L'état des esprits est satisfaisant. Les affaires administratives sont expédiées sans le moindre retard.

Deux-Sèvres, 15 mars. — Tout se prépare pour donner à l'Assemblée nationale des représentants dignes d'elle. Des comités s'organisent et vont s'entendre entre eux sur le choix des candidats. Une opération importante, le tirage au sort de la classe de 1847, vient d'être déterminée. Partout l'empressement et l'enthousiasme ont présidé aux réunions. Toutes les parties du département jouissent de la plus parfaite tranquillité.

Morbihan, 17 mars. — La tranquillité continue à être parfaite dans le département. Le recrutement s'est fait dans le meilleur ordre, aux cris de Vive la République ! Une compagnie d'infanterie avait été envoyée pour protéger les opérations ; elle a été inutile et a été retirée.

#### AVIS.

La commission des récompenses nationales ne pouvant absolument pas recevoir un à un tous les réclamants, les invite de nouveau à déposer purement et simplement leurs demandes et pièces à l'apru au Palais national du Luxembourg.

La commission leur fera connaître ses décisions, quelles qu'elles soient, et les appellera auprès d'elle, si elle le juge nécessaire.

La commission rappelle aux citoyens qu'elle n'a pas à s'occuper des demandes dont les titres remontent à une époque antérieure au mois de décembre 1830, ni de celles qui se recommandent uniquement par la position malheureuse du réclamant.

La commission n'est pas un bureau de bienfaisance qui distribue des secours indistinctement, c'est une institution nationale chargée d'acquitter les dettes de la Patrie.

Les membres du Gouvernement provisoire,  
Président de la commission,

Albert.

Le Vice Président,

Grandménil.

Le Secrétaire,

Ch. Rouvenat.

Paris, le 20 mars 1848

#### Nouvelles étrangères.

ITALIE. — On écrit de Naples, le 8 mars :

« Les nouvelles de la proclamation en France de la République, arrivées le 6, ont mis notre gouvernement en grand émoi.

« Le ministère, avec grande désapprobation du public, a été confirmé moyennant quelques modifications dans les départements. Il n'y a que le ministre de la guerre de changé.

« Garzia a été remplacé par Uberti ;

« Saliceti a été appelé à la justice ;

« Bonanni n'aura que le département des affaires ecclésiastiques ;

« Cariati garde les affaires étrangères ;

« Serra Capriola aura la présidence sans portefeuille ;

« Savaresi, homme fort distingué, a été nommé ministre de l'agriculture et du commerce ;

« Poerio, de l'instruction publique.

« La question de Sicile paraît résolue. Scovazzo, qui s'était honorablement retiré du ministère, est nommé ministre, à Naples, des affaires de Sicile ;

« Ruggiero Settimo, président du gouvernement provisoire, a été nommé vice-roi ;

« Scordia, Monte Arso et Calvi, présidents des divers comités du gouvernement provisoire, ont été nommés ministres.

« Le parlement de Sicile est convoqué pour le 25 mars. La proclamation faite par les Siciliens pour

cette convocation, et la loi électorale, ont été reconnues par le roi. Pour vous montrer toute la largeur de cette loi électorale, qu'il vous suffise de savoir que chaque Sicilien peut être électeur, et que, pour être éligible, il suffit de posséder un revenu de 18 onces, soit 250 fr. environ.

« Quant aux questions communes des deux royaumes, deux parlements chercheront à se mettre d'accord ; faute par eux de s'entendre, les difficultés seront résolues par Charles-Albert et le grand-duc de Toscane ; et, si on n'était pas satisfait de leurs résolutions, Pie IX jugerait en arbitre suprême et sans appel.

« Lord Minto est parti cette nuit pour Palerme, sur un vaisseau de ligne remorqué par une frégate à vapeur. Il porte aux Siciliens les déterminations sus-indiquées. Les Siciliens ont ainsi obtenu tout ce qu'ils désiraient, et la paix peut être considérée comme rétablie.

« Avec lord Minto, partent le maréchal de camp Statella, ainsi que son frère Henri, également officier général, tous les deux Siciliens. Vous savez qu'ils ont contribué de la manière la plus efficace à sauver la ville de Naples de l'effusion du sang. Ils sont chargés d'organiser l'armée sicilienne, et on a confié au second le commandement de la citadelle de Messine, ce qui contribuera beaucoup à tranquilliser les Messinois.

PRUSSE. — Cologne, 17 mars, six heures et demie du soir. — Nous recevons à l'instant la dépêche télégraphique suivante avec ordre de la publier : « Berlin, 17 mars, cinq heures du soir. Le ministre de l'intérieur à M. le président de régence de Rauter. Pendant trois soirées consécutives, la populace a parcouru les rues par troupes. La bourgeoisie a cherché à calmer les esprits. Depuis hier soir, tout est tranquille ; rien n'indique que les mêmes scènes se renouvelleront. »

(Gazette de Cologne.)

#### FUITE DU ROI DE PRUSSE.

Dépêche télégraphique.

Metz, 20 mars 1848.

Le commissaire du gouvernement à M. le ministre de l'intérieur :

Il est arrivé à Mayence la nouvelle que le peuple de Berlin, après avoir demandé vainement une constitution au roi de Prusse, aurait engagé un combat avec la troupe et qu'il aurait eu l'avantage sur elle. Le roi se serait retiré d'abord dans la forteresse de Spandau, à six milles de Berlin, puis aurait fui sur Vienne ; 500 hommes ont été tués et un grand nombre blessés.

Cette nouvelle a été apportée par les conducteurs des messageries bavares.

ANGLETERRE. — Nous n'avons d'autres nouvelles de Londres que l'accouchement de la reine d'Angleterre. Elle est accouchée, le 18, d'un fils.

BELGIQUE. — On lit dans les journaux de Bruxelles :

« Dans la séance de la chambre des représentants d'hier, à propos de rapports sur deux pétitions de Gand et de Liège, demandant des réformes politiques et financières, une discussion s'est engagée dans laquelle le gouvernement a déclaré qu'il fournirait en sections tous les renseignements qui lui seront demandés relativement au projet de loi présenté avant-hier, et qui décrète un emprunt de 40 millions à réaliser par la perception de certains impôts extraordinaires.

« Il est résulté en outre de cette discussion que le gouvernement présentera prochainement un projet de loi sur la réforme parlementaire ; qu'il reconnaît comme nécessaire, après le vote de ce projet de loi et à une époque encore indéterminée une dissolution des chambres ; qu'il présentera un projet de loi portant réduction des droits du timbre sur les journaux, peut-être même abolition du timbre. Enfin le gouvernement a déclaré qu'il regardait comme la conséquence des projets de loi décrétant des réformes électorales qu'il a présentées, la suppression du cens d'éligibilité pour les conseillers municipaux. »

### Nouvelles Diverses.

Le Gouvernement provisoire prévient les citoyens qu'il ne peut recevoir les députations qu'à quatre heures.

— Les ouvriers du quai de Jemmapes sont venus apporter au Gouvernement provisoire le produit d'une collecte faite entre eux et qui se monte à la somme de 200 fr. Ils ont protesté dans les termes les plus chaleureux de leur confiance au Gouvernement provisoire.

Ils ont déclaré que si, vendredi, ils avaient pris part à la manifestation, c'était uniquement pour se prononcer contre la démarche faite la veille par la Garde nationale; mais ils n'ont jamais pensé à demander l'ajournement des élections. Ils ne savaient pas même, ont-ils dit, que ce fût là l'objet dont les délégués entrés à l'Hôtel-de-Ville devaient entretenir le Gouvernement provisoire.

— L'activité qui règne en ce moment à l'hôtel des Monnaies de Paris est indicible. Les fourneaux, les laminaires, les balanciers, les machines et tout un monde d'ouvriers y fonctionnent du matin au soir.

Tous les jours maintenant les presses jettent dans les seilles près d'un million de pièces de 5 fr., frappées au coin de la République, valant 5 millions de francs.

Ce nouveau numéraire est immédiatement convoyé sur la banque et le trésor public.

— Les élections du 15<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile ont eu lieu hier à la caserne Popincourt. Cette solennité a eu un caractère tout particulier d'union et d'expansion fraternelles. Grand nombre de nominations ont été unanimes, toutes ont été l'objet des acclamations les plus sincères et les plus vives. L'esprit impartial qui a présidé à toutes les opérations électorales des volontaires, le sentiment à la fois d'enthousiasme et de recueillement avec lequel a été accueilli le résultat de ces opérations, offrent les garanties les plus solides pour l'avenir militaire et patriotique du 15<sup>e</sup> bataillon. M. Montariol, dont le dévouement aux hommes qui viennent de le prendre pour chef s'était déjà manifesté en maintes circonstances, a réuni tous les suffrages pour le grade de commandant. Les autres officiers élus sont les citoyens dont les noms suivent :

*Capitaines* : MM. Brunet, Delloge, Bénard, Alexandre Deligne, Sanson, Leclère, Desla yes, Baratte.

*Lieutenants* : MM. Montaron, Blachot, Déjardin, Camas, Sourdan, Beroude, de Molènes.

*Sous-lieutenants* : MM. Bichemin, Dujar, Langlois, Capmeau, Varenne, Faverolles, Beauvils.

— Nous rappelons à tous les citoyens qu'ils doivent se présenter sans aucun retard à leurs mairies, pour s'y faire inscrire sur les listes électorales. Le délai pour cette inscription est sur le point d'expirer.

La qualité de garde national ne dispense pas de cette inscription.

— On lit dans les *Débats* :

« Ce matin, une réunion de plus de vingt-cinq banquiers s'est présentée chez le ministre des finances, pour lui demander de proroger de nouveau de quinze jours l'échéance de tous les effets de commerce, afin d'avoir le temps de prendre les mesures nécessaires pour venir au secours de la place »

Le ministre a fermement rejeté toute idée de prorogation, mais il a proposé aux banquiers de nommer cinq d'entre eux qui, sans désemparer, se mettraient de suite au travail pour indiquer les moyens à employer.

Ont été nommés comme délégués : MM. Dethomas, de la maison Ernest Béchet et Dethomas; Gaillard, de celle Gaillard et Rampin; Cusin-Legendre, Pavie Blondel et Lebideux. »

— Hier, à Montrouge, quelques individus se sont présentés à la mairie pour y installer de leur propre autorité un nouveau maire. La garde nationale s'est opposée énergiquement à cette usurpation; elle a été menacée, des poignards ont été

levés, des coups de pistolets tirés; mais heureusement personne n'a été blessé. On s'est emparé des perturbateurs et on les a conduits au fort. Sur l'ordre du gouvernement provisoire, ils ont été envoyés à la Conciergerie.

Ce matin, une députation de la garde nationale de Montrouge est venue à l'hôtel de ville.

— On nous écrit de Nîmes :

Nous avons assisté dimanche dernier à un de ces spectacles que l'on ne peut voir qu'à Nîmes ou à Rome. Notre vieil amphithéâtre offrait le même coup-d'œil qu'aux jours de sa splendeur première : chaque place était occupée, chaque précinction contenait mille personnes, et nous qui sommes accoutumés à voir dans les arènes ces immenses réunions, nous ne nous rappelons pas que des spectateurs aussi nombreux en aient jamais rempli l'enceinte. La grande fête nationale qu'offrait au public la commission municipale qui assistait au spectacle, ainsi que l'honorable commissaire du gouvernement, M. Teulon, n'a pas été troublée. Un accident imprévu a un moment porté l'effroi dans le cœur de nos concitoyens, alors qu'une apothéose républicaine allait terminer le spectacle. Tout d'un coup, et comme par enchantement, le théâtre improvisé construit au milieu du cirque et surchargé par une masse compacte d'acteurs et de curieux, s'est écroulé sous le poids qu'il ne pouvait supporter. Un immense cri de terreur s'est échappé de toutes les poitrines, mais la joie s'est vite répandue sur tous les visages quand on a pu se convaincre que, par un hasard providentiel et miraculeux, personne n'était assez grièvement blessé pour recourir au médecin.

Dans la soirée des feux d'artifice ont été tirés sur le Cours-Neuf et sur la place de la Maison-Carrée, au milieu d'une foule innombrable qui s'est ensuite paisiblement écoulée. Le calme de notre population a été admirable.

— M. Sauzet, ancien président de la chambre des Députés, a requis son inscription sur le tableau des avocats à la cour d'appel de Paris. Il est, dit-on, actuellement à Lyon.

### DONS PATRIOTIQUES.

— Voici un bon exemple donné par des ouvriers typographes de Paris. Ils viennent d'offrir au gouvernement une journée de leur salaire. Du reste, nous reproduisons le texte d'une affiche annonçant cette œuvre de désintéressement :

#### REPUBLIQUE FRANÇAISE.

*Liberté, Egalité, Fraternité.*

### Appel aux travailleurs,

Citoyens,

La situation déplorable dans laquelle la royauté déchu a laissé nos finances, la difficulté où se trouve le Gouvernement provisoire de la République de faire face à toutes dépenses du moment, font un devoir à tout bon citoyen de venir en aide au Gouvernement proclamé par le peuple dans la journée mémorable du 24 février.

En conséquence, les ouvriers de l'imprimerie du citoyen L. Martinet, voulant donner une idée de la confiance que la classe ouvrière a dans le Gouvernement, ont versé dans les caisses du Trésor, le montant d'une journée de travail.

Puissiez-vous, citoyens confrères de tous les états, qui travaillez, suivre notre exemple, et porter chacun votre offrande au Trésor.

Nul doute qu'un tel acte de dévouement ne trouve des imitateurs dans le commerce et parmi les riches, et ne ramène ainsi la confiance indispensable à la prospérité de tout état.

#### VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Signé : les Ouvriers de l'Imprimerie L. Martinet

Les ouvriers typographes de M. Gros, rue du Foin, ont versé le produit d'une journée de leur travail, 80 fr.

Le Gouvernement Provisoire a reçu plusieurs députations qui venaient offrir des dons volontaires à la République :

Les employés et ouvriers de la compagnie parisienne d'éclairage par le gaz, ont offert 777 fr. 05 c., montant d'une journée de travail.

Les employés de la maison Launay, Hautin et compagnie, fabricants de cristaux, ont offert 300 fr., produit d'une collecte faite entre eux.

Les employés de la maison de nouveautés de Pygmalion ont offert une journée de leurs appointements par mois, pendant toute la durée de l'année 1848.

M. Falleul, marchand boulanger, rue Ménilmontant, 84, écrit au Gouvernement provisoire qu'il a payé l'année entière d'impôts d'avance, et que si, dans la crise financière actuelle, le Gouvernement jugeait à propos de doubler immédiatement les contributions, lui et plusieurs de ses confrères viendraient encore avec plaisir au secours de la République.

Aujourd'hui une nombreuse députation s'est présentée au Luxembourg, apportant de cordiales félicitations à M. Louis Blanc, qui, par sa mère est d'origine Corse. Voici les paroles adressées à M. Louis Blanc par un membre de la députations :

« Citoyens,

» Nous sommes heureux de nous trouver réunis autour de vous pour vous exprimer nos sentiments d'affection et de sympathie. La Corse a produit, à toutes les grandes époques de l'histoire moderne, des hommes d'intelligence et de génie. La providence n'a pas voulu briser les chaînes de la tradition; aujourd'hui, comme dans le passé, nous marchons à la tête des idées nouvelles avec nos frères du continent. Grâce lui soient rendues!

» Vos compatriotes, citoyen, vous suivent de leurs vœux dans l'accomplissement de la tâche difficile qu'on a imposé à votre patriotisme. Ils ont l'entière conviction que vous en sortirez triomphant.

» La foi transporte les montagnes, dit l'Évangile! Eh bien, cette foi permettra au Gouvernement provisoire de la République de résoudre le plus grand problème qui ait été jamais au sein des peuples. La France et l'univers vous en seront reconnaissants, car vous aurez établi sur les bases solides le Gouvernement de la démocratie. »

M. Louis Blanc a répondu par les paroles pleines d'émotion et de patriotisme.

Alors un des membres a rappelé avec conviction, que sous aucun des gouvernements déchus, les Corses ne s'étaient réunis pour féliciter un homme au pouvoir, soit sur sa conduite politique, soit sur ses tendances, et cela parce que, en aucune circonstance, les idées républicaines de la Corse n'avaient été aussi dignement représentées. A la suite de cette entrevue, les Corses se sont réunis, et à l'unanimité ils proposent M. Louis Blanc aux suffrages de leurs compatriotes pour les élections de l'assemblée nationale.

Les membres du bureau du Club des Intérêts du Peuple sont priés de se présenter au bureau du *Réveil du Peuple* pour y réclamer des papiers que nous présumons devoir leur appartenir.

Le délégué de la Société : VICTOR ROZIER.

IMPRIMERIE DE EDOUARD BAUTRUCHE, 90, rue de la Harpe.